



Analyse de Marché- Post Ouragan Matthew– résultats clés- Octobre-Novembre 2016

Introduction

Une analyse des marchés a été menée dans 22 marchés dans les départements de la Grand Anse, des Nippes et du Sud, qui étaient les plus affectés par l'ouragan Matthew. Cet ouragan, qui est passé par le côté Sud-Ouest du pays le 4 Octobre, a dévasté une grande partie des moyens d'existences (agriculture, élevage, pêche, petit commerce) et a laissé ces départements dans un état d'urgence extrême. En outre, le nombre de mort a atteint plus que 700 personnes.

Conjointement avec la CNSA, FEWSNET, Ministère de l'Agriculture, CARE, le PAM a mené des entretiens systématiques avec 1 ou 2 informateurs clés et une moyenne de cinq commerçants par marché visité entre le 24 et le 30 Octobre. Ce rapport présente les principaux résultats dont les détails la capacité ou des marchés a absorber une demande additionnelle de la population qui sera potentiellement assistée à travers des transferts monétaires.

Contraintes Générales pour le Fonctionnement des Marchés

En générale, les marchés enquêtés ont tous repris et opèrent avec la même fréquence qu'avant l'ouragan Matthew.

Les marchés du département de la Grand-Anse ont été plus sévèrement affectés et à date (fin octobre), une part significative de commerçants n'est pas encore retourné sur les marchés. Par contre, sur les marchés de Nippes et Sud, presque tous les commerçants sont actifs.

Les contraintes majeures les plus mentionnées par les commerçants sont les dégâts causés par l'ouragan sur l'infrastructure routière et les magasins/entrepôts. Comme mentionné auparavant, ces effets sont observés et rapportés plus gravement dans la Grand-Anse que dans les Nippes et le Sud.

Dans presque tous les marchés, il y a des commerçants qui signalent une baisse du niveau de sécurité à cause des bandits et des vols de denrées, sur les marchés ainsi que sur les voies de transport.

Disponibilité des Produits dans les Marchés

La disponibilité de produits alimentaires locaux est très limitée. En effet, l'ouragan a dévasté les cultures d'ignames, bananes et pois noirs qui sont habituellement récoltées en octobre/novembre. Par conséquent, ces aliments saisonniers sont à un niveau de disponibilité très bas et doivent être remplacés par des produits importés notamment à la Grand-Anse.

Les produits disponibles sur les marchés à ce moment sont des produits importés, comme par exemple le riz ou le maïs.

En plus de l'absence de produits locaux, l'ouragan a aussi détruit une part significative du stock des commerçants dans leurs magasins.

La plupart des marchés, surtout ceux qui sont accessibles par transport maritime, semblent être capable de réagir à une augmentation de la demande dans un délai d'une à deux semaines.

Le problème majeur pour plusieurs marchés est la destruction de l'infrastructure routière.

Un autre obstacle majeur pour de nombreux commerçants est le manque d'accès au structure de crédit pour l'approvisionnement, ajouté à la pénurie de biens disponibles.

Evolution de la Demande des Consommateurs

La demande pour les produits a fortement diminué selon les commerçants dans presque tous les marchés pour trois raisons principalement: 1) Baisse du pouvoir d'achat des consommateurs suite à la destruction des plantations et la perte des récoltes; 2) Hausse des prix des produits alimentaires de base (maïs, riz); 3) Distribution d'aides alimentaires en cours pour compenser la pénurie de nourriture sur les marchés.

Evolution des Prix

Les prix des aliments ont augmenté dans tous les marchés qui faisaient partie de cette enquête. Pour les produits importés, les prix ont augmenté entre 15 et 25% en comparaison avec la période avant l'ouragan.

Les marchés dans le département de la Grand Anse ont souffert le plus de cette hausse des prix, tandis qu'aux Nippes et dans le Sud, ces tendances à la hausse sont plus modérées.

Cependant, au début du mois de Novembre, les prix semblent retourner à leur niveau d'avant l'ouragan Matthew, ce qui améliore l'accessibilité à l'alimentation.

Faisabilité/Pertinence de Transfert Monétaire

Du point de vue de la disponibilité de vivres, un transfert monétaire semble être faisable et approprié. Le risque le plus marquant dans une réponse Cash transfert est la volatilité des prix, qui pourrait conduire à une érosion soudaine du pouvoir d'achat des bénéficiaires.

Si une intervention Cash transfert est mise en œuvre, la demande croissante d'aliments aura un impact sur les marchés et les débouchés commerciaux. Cet impact, notamment sur les prix, doit être contrôlé sur une base hebdomadaire, de sorte que la valeur de transfert garantit un pouvoir d'achat stable.

Du côté du point de vue des commerçants, les préoccupations sur les interventions Cash transfert sont principalement liées à leurs contraintes pour assurer un approvisionnement alimentaire fiable, notamment leur manque de liquidités financières et le manque d'accès au crédit pour reconstituer les stocks. Un programme complémentaire qui soutient les commerçants locaux en termes d'accès au crédit et aux marchés de gros pourrait résoudre le problème des flux de trésorerie.

Les commerçants donnent une évaluation mixte sur les programmes de coupons, qui n'étaient moins bénéfique pour quelques-uns d'entre eux ou qui étaient compliqué à gérer. Tenant compte de cette contrainte, il est conseillé de démarrer par défaut, avec une distribution de cash non contraignant, qui peut être effectué à travers un opérateur de transfert mobile.

Pour les bénéficiaires, un transfert monétaire non contraignant pourrait avoir des effets plus larges au-delà des effets sur la sécurité alimentaire immédiate car il leur laisse la liberté d'investir dans des moyens d'existences ou des intrants pour les prochaines plantations.

Un suivi post-distribution devrait être mené pour examiner les habitudes de consommation des bénéficiaires et fournir une assurance préliminaire que l'argent liquide a un impact positif sur la sécurité alimentaire.

Conclusions et Recommandations Générales

L'inquiétude principale pour un programme de transfert monétaire est relative au niveau élevé des prix des produits alimentaires, actuellement observé sur les marchés de la zone dévastée par l'ouragan. Sur la base de l'analyse des prix à la fin d'octobre, un panier alimentaire journalier de 250g de riz, 100g de maïs, 80g de haricots noirs et 50g d'huile végétale pour une personne coûte localement entre 29-32 Gourdes sur les marchés des Cayes et de Miragoane, Et 32-37 Gourdes sur ceux de Jérémie. Une valeur de transfert de 30 -35 Gourdes par personne par jour serait donc appropriée pour couvrir les besoins alimentaires de la population.

Il serait important de comparer les prix d'un possible panier alimentaire qui s'achète avec une intervention CBT aux prix des paniers distribués en vivres et de prendre une décision sur la modalité sur la base d'une comparaison systématique de ces

paniers.

Il est important de surveiller l'évolution des prix d'un panier alimentaire moyen pour certains endroits clés des trois départements (Grand-Anse, Sud, Nippes). La valeur de transfert monétaire pourrait être ajustée en conséquence en fonction de réajustement des marchés.

Une intervention Cash pourrait appuyer les bénéficiaires non seulement au niveau des besoins alimentaires aigus mais aussi dans la reprise des activités agricoles/élevage pour la prochaine saison. En novembre, les prix des denrées alimentaires dans les départements de Grand-Anse et du Sud semblent déjà présenter des tendances à la baisse.

L'enquête de sécurité alimentaire « EFSA » lancée par la CNSA et ses partenaires dont les résultats seront disponible en fin décembre pourrait aider à suivre l'évolution de la consommation dans ces départements et ajuster les programmes Cash and vouchers mis en œuvre.



Pour plus d'information, veuillez contacter:

Programme Alimentaire Mondial (PAM), Bureau de pays, Haïti – wfp.haiti@wfp.org

Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), Haïti – cnsa@cnsahaiti.org